

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 22/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Univar Solutions SAS**

Tour Cityscope  
3 rue Franklin  
93108 MONTREUIL

Numéro de dossier : 5029  
Code AIOT : 0006506329

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2022 dans l'établissement Univar Solutions SAS implanté 1 A 3 AV DE LA REDOUTE 92390 VILLENEUVE LA GARENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a eu lieu dans le cadre d'un exercice annuel du plan d'opération interne (POI) organisé avec la BSPP.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Univar Solutions SAS
- 1 A 3 AV DE LA REDOUTE 92390 VILLENEUVE LA GARENNE
- Code AIOT : 0006506329
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'installation UNIVAR Solutions SAS est une installation de stockage et de conditionnement de liquides inflammables, toxiques et dangereux pour l'environnement. Le site est classé SEVESO seuil bas.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- exercice POI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|---|--|-------------------|
| 1  | Exercice POI      | Arrêté Préfectoral du 15/12/1999, article article 2 point 7.3.5 | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité lors de l'exercice mais émet des observations permettant l'amélioration du POI.

### **2-4) Fiches de constats**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/1999, article article 2 point 7.3.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'opération interne (P.O.I) en cas de sinistre, sera établi pour l'ensemble du site. Le POI définira les procédures d'alerte, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Le POI sera maintenu à jour et toute modification devra être aussitôt signalée au Préfet.</p> <p>Le POI servira de support à des exercices périodiques (au moins une fois par an) organisés avec les Services d'incendie et de Secours.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site d'UNIVAR solutions SAS à Villeneuve-la-Garenne dans le cadre de l'exercice POI (plan d'opération interne) organisé par l'exploitant en présence de la BSPP (brigade des sapeurs pompiers de Paris) de Gennevilliers.</p> <p>Le scénario joué correspond au scénario n°9 du POI du site "incendie de la cuvette C3".</p> <p>L'inspection émet les remarques suivantes en fonction des observations réalisées lors de l'exercice :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le point de rassemblement du site n'est pas situé dans un lieu opportun en dehors des zones d'effet des accidents majeurs identifiés.</li> <li>- Il convient de mieux répartir les rôles notamment pour l'appel des secours. L'alerte des services de secours peut en effet être réalisé en parallèle de la procédure d'appel des personnes présentes sur site.</li> <li>- L'organisation avec le site voisin PMC ISOCHEM sur la mise à disposition de réserves d'émulseurs doit être précisée et améliorée, notamment l'identification du numéro à contacter pour demander la mise à disposition de l'émulseur et la procédure pour amener la réserve sur le site où se situe le sinistre. Il est préférable que ce soit le site non sinistré qui amène la réserve d'émulseur supplémentaire. La possibilité de franchissement du dos d'âne situé dans la rue séparant les 2 sites doit être vérifiée.</li> <li>- Les coordonnées de la DRIEAT à contacter doivent être mises à jour et être utilisées conformément à la procédure suivante :<br/>Le numéro à appeler en journée est celui du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civiles (SIDPC) de la Préfecture,<br/>En cas de non-réponse et pendant les heures non ouvrées : appeler le numéro astreinte DRIEAT ;.</li> <li>- La zone de stockage de l'émulseur doit être balisée et signalée pour laisser la zone accessible aux services de secours en toute circonstance.</li> <li>- Des plans en grand format en plusieurs exemplaires seront mis à la disposition des services de secours ;</li> <li>- L'exploitant doit prévoir le matériel nécessaire pour la mise en œuvre du POI (classeur POI, plans grand format, main courante...) en dehors du site (en cas de nécessité de repli sur le site voisin) ;</li> <li>- Le directeur des opérations internes (DOI) doit mettre en avant les spécificités du POI dans le cadre des échanges avec les services de secours. La teneur de l'émulseur à 6% doit par exemple être mentionnée au moment de la prise d'information entre le DOI et le commandant des opérations de secours (COS).</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Annexe :**  
**déroulé de l'exercice POI du 28/10/2022**  
**sur le site d'UNIVAR Solutions SAS à Villeneuve-la-Garenne**

09h00 : début de l'exercice, déclenchement de la DCI et de l'alarme incendie  
09h02 : appel du personnel présent devant l'accueil  
09h06 : le DOI fait un point de situation avec la secrétaire, un GRV (grand récipient en vrac) est tombé d'un chariot, l'accident a déclenché un incendie au niveau de la cuvette de rétention n°3 du stockage de liquides inflammables, la défense contre l'incendie (mousse) s'est déclenchée  
09h07 : appel des services de secours  
09h10 : fermeture de la vanne globale du site pour contenir les eaux d'extinction  
09h19 : coupure de la motopompe, fin de la réserve en émulseur  
09h22 : constatation de l'inefficacité de la DCI, le feu continue de se propager (conditions de l'exercice)  
09h27 : arrivée de pompiers sur place  
09h30 : point de situation entre le DOI et le COS  
09h32 : point de situation entre le DOI et l'officier de garde qui prend le commandement  
09h35 : l'ensemble des voisins du site a été prévenu  
09h46 : le feu se propage à la cuvette de rétention n°2 (conditions de l'exercice)  
09h49 : demande de mise à disposition de la réserve d'émulseurs de PMC ISOCHÉM (4 x 1200L)  
09h53 : mise à disposition des réserves d'émulseurs internes pour les pompiers (7000L)  
10h00 : contact obtenu avec le chef d'équipe de PMC ISOCHÉM pour obtenir les réserves d'émulseurs  
10h02 : mise en place du poste de commandement des pompiers  
10h03 : obtention de l'accord de PMC ISOCHÉM pour aller chercher les réserves d'émulseurs chez eux  
12h15 : fin de l'exercice